

science particulière ; toutes ces sociétés rendent des services réels et que personne n'ignore. Pourquoi n'aurions-nous pas aussi une société de statistique, qui se proposerait comme un de ses objets principaux, de faire exécuter la loi sur toutes les questions qui rentrent dans le cadre de ses travaux. Tout le pays comprendrait l'utilité d'une pareille société à laquelle chacun donnerait ses sympathies et son cours actif. Elle aurait dans toutes les parties de la Province, des adhérents toujours prêts à favoriser son action, afin de la rendre plus complète.

S'il est nécessaire d'augmenter la somme de nos produits, il est utile aussi de faire de temps en temps, le bilan exact de notre position économique, de pouvoir déterminer d'une manière certaine, si les essais ont été fructueux, si les voies suivies ont conduit à de bons résultats, ou s'il faut les abandonner.

Nous n'avons point l'intention de traiter ici aucune partie de l'agriculture, ni de faire une histoire de l'économie rurale du pays. Une étude complète sur le recensement agricole de la Province n'est pas non plus l'objet de cet article. Un pareil travail prendrait des volumes. Nous voulons simplement comparer quelques chiffres fournis par ce rapport plein d'intérêt, constater notre position sur les deux points qui forment la base des progrès de l'agriculture du pays, la population agricole comparée avec la population totale, et l'épuisement des terrains. Il est rare que les enseignements au passé ne renferment point quelque utile leçon pour l'avenir.

Si on veut se rendre un compte exact des progrès d'un art ou d'une profession dans un pays, il importe avant tout de voir si le chiffre de la population totale, augmente ou diminue. Partant de là, nous pouvons presque toujours tirer une conclusion immédiate et certaine sur l'état des progrès actuels et même des progrès à venir.

L'OPINION SUR LA CARRIÈRE AGRICOLE

La première autorité dans tous les pays, celle qui courbe toutes les têtes et à laquelle la personne ne résiste, c'est l'opinion publique ; chacun lui sacrifie à sa manière par ses actes, tout en l'abhorant de toutes ses forces dans ses paroles.

On pourra faire des démonstrations les plus logiques, prouvées jusqu'à l'évidence que telle carrière, que telle profession est plus lucrative, plus agréable, plus avantageuse sous tous les rapports ; mais si l'opinion publique ne la favorise pas de son

approbation, elle sera désertée. Le rapport humain ne raisonne pas il obéit.

Il est très-malheureux que ce thermomètre infaillible du progrès soit défavorable au Bas-Canada, dans la question qui nous occupe, et que nous ayions à constater que l'opinion publique est contre elle, et qu'elle lui retire chaque jour ses bonnes grâces.

Pendant longtemps la population de cette province a été presque exclusivement agricole. Les tendances de la population, ses lois, ses mœurs, la portaient vers la culture du sol ; la vie de campagne suffisait amplement à son ambition, et faisait même ses délices. La possession d'une terre comblait les désirs de chacun, et le propriétaire ne marchandait pas son travail ni ses sueurs pour augmenter la valeur de ce coin du sol qu'il espérait transmettre à ses descendants. Le sol par sa fertilité, et surtout par la frugalité des habitants, suffisait amplement à tous ses besoins. On ne donnait aux professions que le nombre d'hommes nécessaires aux besoins du pays.

Au point de vue économique, on ne pourrait suivre une conduite préférable et elle n'aurait pas tardé, avec les nouveaux éléments que l'instruction aurait mis à sa disposition, à faire du Bas-Canada, un pays riche et florissant, si des germes d'appauvrissement n'étaient venus faire sentir leur influence. Par le commerce, par les rapports trop fréquents avec la population voisine, qu'on a voulu imiter, sans faire attention que notre position n'était pas la même, peut-être aussi par le courant naturel des choses, les faits sont changés, les tendances ne sont plus les mêmes, l'activité a pris une autre direction, la science et le travail ont déserté une carrière qui ne paraissait pas offrir un champ assez vaste pour leur ambition. Toutes les classes possédées de cette même idée, ont vu dans la culture, une occupation indigne de ceux qui n'y sont point forcément attachés. Par suite même de ce penchant général des esprits, l'éducation n'a jamais été distribuée dans le but de servir les intérêts de l'agriculture, car loin d'y voir un levier puissant qui ferait avancer rapidement l'agriculture, on la dirait instituée dans un sens diamétralement opposé. Et rien de plus logique.

L'agriculture étant de fait placée au dernier rang par l'opinion publique, comment les représentants de la nation, dont les opinions reflètent toujours les préjugés et les opinions du peuple, pouvaient-ils donner une direction agricole à l'instruction dont